



Parc national
du Mercantour

Décision individuelle

N°2019-69

Pétitionnaire : entreprise SADE-CGTH (SIRET : 562077503015445)
Adresse : 366 boulevard du Mercantour -BP3033, 06 201 NICE cedex 3
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (relatifs aux équipement d'intérêt général)
Intitulé du projet : installation de compteurs individuels d'eau potable
Localisation : Hameau de Bousieyas, commune de St Dalmas-le-Selvage

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-45, L.331-26 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 20 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 17 juillet 2018,

Vu la décision n°2018-282 du 18 juillet 2018, autorisant l'entreprise SADE-CGTH à procéder aux travaux d'installation de compteurs d'eau individuels dans les hameaux du Pra et de Bousieyas, sur la commune de St-Dalmas-le-Selvage,

Considérant la demande formulée en date du 25 mars 2019 par le cabinet IRH Ingénieur Conseil représentée par Mme MONGENOT Bérengère, ingénieure d'études, pour le compte de l'entreprise SADE-CGTH et de la REGIE EAU D'AZUR,

Considérant que la demande porte sur un renouvellement de la décision n°2018-282 en raison d'un retard d'exécution portant sur deux compteurs individuels prévus au hameau de Bousieyas,

Considérant que cette demande ne s'accompagne d'aucune modification des modalités d'exécution des travaux,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

L'entreprise SADE-CGTH, représentée par Monsieur COURANT Benjamin, chef de centre est autorisée à réaliser des travaux d'installation de compteurs individuels d'eau potable dans le hameau de Bousieyas (commune de Saint-Dalmas-le-Selvage), situé dans le cœur du Parc national.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Le pétitionnaire est tenu d'informer par courrier électronique le service territorial concerné du Parc national du Mercantour du début des travaux, 5 jours ouvrés avant le démarrage de ceux-ci.

Contact service territorial « Tinée » : 04.93.02.42.27
chef de S.T – OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)
adjoint – TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

2.2. La présente vaut autorisation de marquage préalable aux travaux, sous réserve que celui-ci soit réalisé à l'aide de peinture biodégradable.

2.3. Les abris-compteurs seront préfabriqués et acheminés dans le cœur du parc national sans qu'il n'y ait besoin de procéder à des travaux de maçonnerie coffrée sur place.

2.4. Le stockage des matériaux, la circulation ainsi que le stationnement des engins et véhicules nécessaires aux travaux seront strictement limités aux emprises des routes et voies d'accès aux résidences, à leurs bas-côtés immédiats et aux parkings existants.

2.5. Les excédents de terre issus des creusements seront régalez à proximité immédiate des fouilles ou exportés en-dehors du cœur du Parc national. Leur dépôt en d'autres lieux situés dans le cœur du parc national, même avec l'accord de leur(s) propriétaire(s), n'est pas autorisé.

2.6. L'intégralité des résidus ou excédents de matériaux (enrobés, matériaux d'étanchéification...) et des autres déchets du chantier (papiers, emballages, mégots, canettes...) seront collectés et évacués en-dehors du cœur du Parc national, vers les installations de traitement autorisées.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période du 29 avril 2019 au 28 juin 2019.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des travaux.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 1^{er} avril 2019



Le Directeur-adjoint
Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial « Tinée »
- IRH Ingénieur Conseil (MONGENOT Bérengère)
- Régie Eau d'Azur (RAMBERT Simon)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.